



# Pas touche au code du travail ! Retrait du projet de loi Macron !

**L**e projet Macron est un regroupement de mesures menant toutes à la dérégulation du travail. Sont notamment prévues :

- **Le travail du dimanche** : multiplication des zones commerciales et création des zones touristiques internationales, qui donneraient aux patrons le droit de faire travailler les salariés tous les dimanches, sans contrepartie fixée par la loi (négociées par accord). Dans les zones touristiques, le travail de nuit ne commencerait plus à 21 heures mais à minuit !

- **Prud'hommes** : les juges élus, suspects de rendre trop de décisions favorables aux salariés, ne seraient plus que des assesseurs de peu de poids face aux juges professionnels. Le projet introduit également des procédures de règlement « à l'amiable » des litiges entre patrons et salariés, en dehors des conseils des prud'hommes. Le gouvernement avance un peu plus dans la remise en cause du fondement même du droit du travail : l'existence d'un rapport de subordination inégal entre le patron et son salarié.

- **Inspection du travail** : elle serait encore affaiblie (son indépendance a déjà été remise en cause et ses effectifs diminuer de 10 % avec la réforme Sapin en 2014). Les patrons échapperaient désormais aux juges puisque la plupart des sanctions prévues par le code du travail seraient transformées en amendes administratives, prononcées ou non par des directeurs aux ordres du ministre. Pour les délits concernant le droit syndical, les peines d'emprisonnement seraient supprimées...

- **Licenciements économiques** : tout un arsenal de mesures vise à les faciliter en accélérant les procédures et en évitant aux grands groupes de mettre la main à la poche lorsqu'ils ferment une de leurs filiales.

- **Transports** : libéralisation du transport interrégional par autobus. Cette décision vise à affaiblir le service public ferroviaire au profit de sociétés privées, polluantes, et employant leurs salariés dans des conditions plus précaires.

- **Aéroports** : après celui de Toulouse, privatisation des aéroports de Nice et de Lyon afin que les capitalistes tirent profit de ces juteux monopoles.



*Charlie, on te suit... Le combat continue !*

## Construire la riposte, infliger une défaite au gouvernement PS-Medef

Les prises de positions hostiles à la loi se multiplient de la part des organisations syndicales. Mais seule notre mobilisation permettra le retrait de ce projet désastreux. Pour le NPA, l'objectif même du projet Macron est inacceptable. Contre toute logique d'« amendement » de ce projet, le NPA défend la revendication de son retrait net et clair.

Les syndicats du commerce parisien (CLIC-P), relayés par l'union départementale CGT de Paris, appellent à la grève et à manifester lors de l'ouverture du débat parlementaire du projet Macron, le 26 janvier. Cela reste insuffisant car nous sommes tous concernés, au-delà du commerce et partout en France. La responsabilité des grandes organisations syndicales est pleinement engagée. Il faut imposer qu'elles rompent avec leur passivité complice. Multiplions les initiatives pour obtenir un appel unitaire, intersyndical, à la grève le 26 janvier pour le retrait du projet Macron !

*Lundi 12 janvier 2015*

# Pour la liberté d'expression et contre l'union sacrée

Le carnage perpétré au siège de *Charlie Hebdo* a suscité une vague d'indignation et de colère parfaitement légitime que nous partageons. Nous condamnons sans réserve ce massacre qui vise à semer la terreur et à réduire au silence des journalistes qui défendaient la liberté d'expression. Nous condamnons avec la même détermination la violence antisémite meurtrière qui s'est déchaînée contre les client-e-s du supermarché casher de la porte de Vincennes.

Nos pensées vont tout d'abord aux proches des victimes et nous leur exprimons tout notre soutien.

Ces attaques sont l'œuvre de fascistes religieux qui rêvent d'imposer leurs illusions mortifères à la société. Nous devons être très clairs en dénonçant sans réserve ce fanatisme. Nous combattons tous les fascismes, qu'ils prospèrent sur fond de nationalisme ou d'obscurantisme, et quels qu'en soient les guides ou les prophètes. Ils veulent terroriser, provoquer délibérément l'horreur et la peur, créer une situation de tension extrême. En cela ils sont parfaitement complices du FN et de l'extrême droite.

Et comme nous le redoutions, nous constatons dès à présent que cette tuerie sert de prétexte pour alimenter les discours racistes et justifier des attaques contre des lieux de culte musulmans.

Nous entendons déjà les scribouillards réactionnaires et les politiciens opportunistes reprendre en boucle la théorie fumeuse du « choc des civilisations » et profiter de cet événement pour renouveler leurs charges contre les immigré-e-s, les étranger-e-s, les musulman-e-s.

Nous ne sommes pas moins choqué-e-s de la récupération politique en particulier par le gouvernement Hollande. L'appel à « l'unité nationale » n'est rien de moins qu'une vaste opération de confusion visant à justifier :

- Les interventions militaires de la France en Irak, au Mali, en Centrafrique. Le but premier de ces interventions étaient de protéger les intérêts impérialistes des entreprises françaises dans ces régions et les dictateurs en place, pas de combattre le djihadisme, que la France n'a pas hésité à armer dans d'autres situations.

- Une nouvelle offensive liberticide. Comme après le 11 septembre 2001, les gouvernements en place vont, sous couvert d'antiterrorisme, imposer de nouveaux dispositifs de fichages, qui ont montré depuis qu'ils étaient majoritairement utilisés contre les militant-e-s politiques et syndicaux.

- La politique antisociale du gouvernement. En surfant sur le choc émotionnel qui nous touche toutes et tous, Valls et Hollande entendent bien faire passer au second plan leur politique austéritaire, en particulier le projet de loi Macron, qui sera présenté à



l'Assemblée nationale fin janvier et prévoit son nouveau lot de remises en cause des moyens de défense des salarié-e-s (prud'hommes, inspection du travail...), de facilitation des licenciements, de banalisation et de baisse de la rémunération du travail de nuit et du dimanche.

Plus généralement, parmi les forces politiques qui s'indignent aujourd'hui, bon nombre sont en grande partie responsables du climat délétère de par leur stigmatisation des travailleur-se-s immigré-e-s et de leurs enfants, en particulier lorsqu'ils sont supposés musulmans.

Cette récupération est d'autant plus indigne que les journalistes de *Charlie Hebdo* assassinés n'hésitaient pas à condamner les politiques des Hollande, Sarkozy ou Le Pen. S'il avait fallu écouter le PS et l'UMP, le FN aurait dû être invité à leur « marche républicaine » de dimanche. Qu'auraient pensé de tout cela les journalistes assassinés ?

Nous regrettons la transformation de la manifestation parisienne de dimanche dernier, initiée par les organisations antiracistes, en une « marche républicaine » dont Valls s'est voulu l'organisateur et où Sarkozy et 40 chefs d'Etat étrangers ont défilé.

Farouches opposants de « l'unité nationale » pour les raisons décrites plus haut, nous n'avons pas participé à cette marche. Il est de toute première urgence que celles et ceux qui sont révolté-e-s par cet attentat fasciste et refusent de défiler derrière Sarkozy et Valls, qui veulent résister au racisme et combattre les discriminations, qui s'opposent aux politiques sécuritaires et liberticides se regroupent et reprennent l'offensive.

**Paris, le 10 janvier 2015,**  
**Alternative Libertaire,**  
**Mouvement des Objecteurs de Croissance,**  
**Nouveau Parti Anticapitaliste,**  
**Parti Communiste des Ouvriers de France**